

**Nous sommes au
r e g r e t
de vous annoncer
les 20 ans d**

**ACT UP
PARIS**

dossier de presse

Nous sommes au regret de vous annoncer les 20 ans d'Act Up-Paris



Genèse

26 juin 1989. Gay Pride - Paris. Die-in de 15 pédés séropos en colère. Ils portent des tee-shirts noirs marqués d'un triangle rose sur lesquels on lit « Silence = Mort ». A New York on porte les mêmes tee-shirts, « Silence = Death ». Act Up-New York est née en 1987, Act Up-Paris est fondée selon les mêmes principes mais elle est indépendante,

Act Up-Paris est une association issue de la communauté homosexuelle qui veille à défendre équitablement toutes les populations touchées par le sida.

Act Up-Paris est une association de personnes touchées par le VIH, qui, au-delà de leur tragédie personnelle, voient dans le sida une question avant tout politique. Nous portons sur la place publique un discours et des exigences de personnes vivant avec le VIH. Ce discours est complémentaire et parfois contradictoire de ceux des médecins, des pouvoirs publics et des laboratoires pharmaceutiques.

Nous avons aussi pour mission d'informer les malades sur les traitements disponibles, afin qu'ils et elles participent en connaissance de cause à la décision thérapeutique. Enfin, association de lutte contre le sida, Act Up-Paris combat pour une meilleure prévention de la pandémie auprès de tous et toutes.

Les moyens d'action

L'information

Notre logique repose sur l'idée d'empowerment : une prise de pouvoir par les malades sur tout ce qui concerne leur santé. L'information scientifique et thérapeutique est une condition nécessaire pour être pleinement acteurRICEs de la prise en charge de notre maladie, et participer de façon éclairée aux décisions qui sont prises au nom de notre santé par les médecins, les industriels du médicaments, les travailleurs sociaux, les responsables politiques ou administratifs.

Nous nous formons au langage et aux réalités scientifiques, sociales, juridiques, politiques ou encore

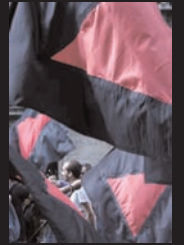


économiques. Nous confrontons l'expertise institutionnelle à notre propre expérience. De cette confrontation naît un type d'information inédite, qui n'est pas de la vulgarisation ni du seul témoignage : une information exigeante, pointue et aussi militante, dont les bénéfices pour les malades, mais aussi pour la communauté scientifique, sont aujourd'hui reconnus.

L'information produite par les militants d'Act Up-Paris parvient aux malades via plusieurs médias : les RéPl, réunions publiques d'information, qui ont lieu tous les deux mois et où se rencontrent expertise médicale et expérience des malades ; Protocoles, la lettre d'information thérapeutique sur les essais cliniques ; sida : un glossaire, brochure définissant les termes techniques et scientifiques indispensables, ainsi qu'un guide des droits sociaux, décrivant de façon critique l'ensemble des prestations auxquelles une personne vivant avec le VIH peut prétendre. Enfin, Action présente l'actualité de notre travail et de nos combats. Selon les mêmes principes, nous avons fait paraître en 1997 " Information = pouvoir, les essais cliniques pour les personnes atteintes par le VIH " et mis en place un site internet qui comptabilise plus d' 1 million de visites uniques annuelles.

ACT UP
PARIS

Nous sommes au regret de vous annoncer les 20 ans d'Act Up-Paris



Le plaidoyer

Nous sommes reconnus comme interlocuteurs par de nombreuses structures administratives comme l'Agence Nationale de Recherche sur le Sida, ou le Ministère de la santé. Il s'agit d'une de nos premières revendications : les malades doivent être représentés au sein des structures où sont prises les décisions qui les concernent.

Au-delà de cette présence régulière, nous intervenons dès qu'il le faut auprès des administrations, des services hospitaliers, des parlementaires, des groupes privés ou des ministères, dans tous les lieux où le bien-être des malades et la lutte contre le sida se jouent .

La communication et l'action publique

20 ans d'épidémie ont montré que les institutions ne savent que très rarement répondre à l'urgence des situations. C'est ce constat qui nous amène à utiliser l'action publique et notamment des " zaps ", des actions-éclaircies sur des cibles que nous voulons dénoncer

Le zap permet de pointer un problème et de le mettre sur la place publique ;C'est un outil qui complète nos autres moyens d'action et de communication et qui n'aurait que peu de sens si nous n'étions pas aussi experts des dossiers dont nous dénonçons la négligence.

Notre stratégie de communication s'appuie sur une identité immédiatement reconnaissable Très vite, les militants ont su qu'il fallait traduire en images une parole politique minoritaire. Les codes graphiques et vestimentaires permettent d'identifier l'association et ses membres et au-delà son combat quotidien contre l'épidémie. Cette stratégie novatrice au début des années 90 reste encore aujourd'hui une des forces de l'association.

Act Up-Paris est un groupe militant qui accorde une place importante aux manifestations. Chaque année, l'association organise dans la capitale la manifestation du 1er décembre, journée mondiale de lutte contre le sida. Elle est également présente dans différents défilés où elle donne une visibilité à la lutte contre le sida : la Marche des fiertés (Gay Pride), les manifestations féministes, de sans-papiers, l' existrans, le 1er mai, etc.

Principes de Denver 1983

Nous condamnons ceux qui tentent de nous étiqueter comme "victimes", terme qui implique la défaite et nous nous considérons seulement occasionnellement comme "patients", terme qui sous-entend la passivité, l'impuissance et la dépendance envers les autres. Nous sommes des "personnes atteintes du Sida".

* Nous recommandons aux professionnels de la santé :

1. Qui sont gays, de le faire savoir, en particulier à leurs patients qui ont le Sida.
2. De toujours clairement identifier et discuter la théorie qu'ils privilégient pour expliquer le Sida, car cette optique affecte le traitement et les conseils qu'ils donnent.
3. D'être à l'écoute de leurs émotions (craintes, anxiétés, espoirs, etc.), et de ne pas simplement traiter le Sida de manière intellectuelle.
4. De faire le point sur soi, d'identifier et de revoir leurs approches du Sida.
5. De traiter les personnes atteintes du Sida comme des personnes à part entière et de prêter autant d'attention aux questions psychologiques que biophysiques.
6. D'aborder la question de la sexualité des personnes atteintes du Sida de manière spécifique, sensible, en étant informé sur la sexualité homosexuelle en général et sur la sexualité des personnes atteintes du Sida en particulier.

* Nous recommandons à toutes les personnes :

1. De nous soutenir dans notre lutte contre ceux qui voudraient nous licencier de notre travail, nous expulser de notre logement, ceux qui refusent de nous toucher, qui nous séparent de nos proches, de notre communauté, de nos pairs, puisqu'il n'y a pas de preuve que le Sida puisse se propager par simple contact social et quotidien.
2. De ne pas prendre les personnes atteintes du Sida comme des boucs émissaires, de ne pas nous faire porter la responsabilité de l'épidémie et de ne pas diffuser de généralités sur nos modes de vie.

* Nous recommandons aux personnes atteintes du Sida :

1. De former des comités afin de choisir leurs propres représentants, de s'adresser aux médias, de définir leurs objectifs et de clarifier leurs stratégies.
2. D'être impliquées à chaque niveau des prises de décision sur le Sida et tout particulièrement d'être membre des comités de direction des organisations de soutien.
3. D'être incluses dans tous les forums sur le Sida, à statut égal avec les autres participants, afin de partager leurs propres expériences et connaissances.
4. De remplacer par des comportements sexuels à faibles risques ceux qui pourraient les mettre en danger ainsi que leurs partenaires ; de plus, nous pensons que les personnes atteintes du Sida ont une responsabilité éthique d'informer leurs potentiels partenaires sexuels de leur état de santé.

* Les personnes atteintes du Sida ont le droit :

1. A une vie sexuelle et émotionnelle aussi complète et épanouie que n'importe qui d'autre.
2. A une qualité de traitement médical et de soutien social, sans discrimination d'aucune sorte, concernant l'orientation sexuelle, le genre, le diagnostic, le statut économique, l'âge ou la race.
3. A des informations complètes sur tous les risques et procédures médicales, elles ont le droit de choisir ou de remettre en question leurs modalités de traitement, ou encore de refuser de participer aux tests sans pour autant mettre leur traitement en péril ainsi que de prendre des décisions averties sur leur vie.
4. A la vie privée, à la confidentialité des rapports médicaux, au respect humain et au choix de ceux qui comptent dans leur vie.
5. De mourir et de vivre dans la dignité.

Droits des personnes vivant avec le VIH



Aujourd'hui, 22 % des personnes vivant avec le VIH en France n'ont pas de logement et 1 personne sur 2 vit en dessous du seuil de pauvreté. Lutter contre le VIH, c'est lutter contre la précarité, contre les discriminations et pour les droits des personnes.

L'infection à VIH reste mortelle et vivre avec le sida est un handicap : fatigabilité, maladies opportunistes graves, effets secondaires des traitements, etc.

Sans compter qu'être malade du sida expose à des discriminations. Difficultés à se loger, à trouver ou à garder son emploi, à obtenir un revenu quand on ne peut travailler, isolement... : la précarité aggrave la situation des personnes vivant avec le VIH/sida et remet en cause aujourd'hui les progrès accomplis hier sur le plan thérapeutique. Lutter contre le VIH/sida c'est donc lutter contre la précarité.

En 20 ans

Nous avons obtenu la reconnaissance de l'infection à VIH comme affection de longue durée, et la prise en charge à 100 % des séropositifs. Nous avons obtenu que les malades puissent demander une attestation de carte Vitale où ne figure pas la prise en charge à 100 %, afin de lutter contre les discriminations. Nous avons participé activement à l'instauration des Corevih (Coordinations régionales de lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine) et siégeons actuellement dans l'ensemble des Corevih d'Île-de-France. Les Corevih sont des instances autonomes de coordination de lutte contre le sida à l'échelle des régions, qui participent à la mise en place des politiques régionales de santé. Malheureusement, la dernière loi Hôpital, Patients, Santé,

Territoire ne prend pas en compte cette instance.

En 1993, la création de la revue Action = Vie a permis de renforcer l'information à destination des malades.

En 1995, nous avons participé activement à la charte du patient hospitalisé.

À partir de 1996, nous nous sommes battus pour que tous les handicaps liés au VIH soient pris en compte par les Cotorep, devenues depuis les MDPH (Maisons Départementales des Personnes Handicapées).

En 1999, nous avons mis en place la permanence Droits sociaux - accès aux soins, tenue par des séropos, dans le but de donner aux personnes les moyens d'accomplir leurs démarches face aux dysfonctionnements et insuffisances des administrations, et d'établir une cartographie des problèmes sociaux des séropos.



**ACT UP
PARIS**

Droits des personnes vivant avec le VIH



En 2001, a été publié le *Guide des droits sociaux*, véritable outil à destination des malades. La même année, à notre initiative, une Plate-forme Interassociative pour le Logement Sida (PILS) a été créée. La PILS a mis en place un partenariat avec les bailleurs sociaux de Paris pour que soit enfin pris en compte le handicap comme critère prioritaire d'attribution d'un logement. Depuis, malgré des engagements non tenus par la Mairie de Paris, la PILS a permis d'accroître l'attribution d'appartements sociaux aux séropos parisiens. En 2004 et 2008, nous avons obtenu que les droits sociaux soient considérés dans le rapport d'expertEs sur la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/sida.

Act Up-Paris continue de se battre aujourd'hui :

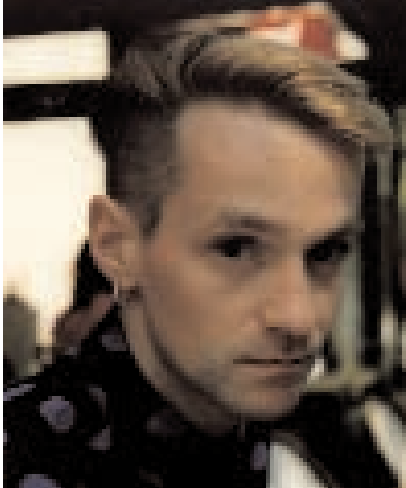
- Pour la reconnaissance du VIH comme handicap à 80 %.
- Pour un accès de tous les séropositifVEs à l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH).
- Pour la revalorisation de l'AAH et de tous les minima sociaux,
- Pour une véritable politique de logement social, notamment en faveur des séropos.
- Pour l'accès à la Couverture Médicale Universelle Complémentaire (CMU-C) pour tous.
- Pour le maintien du 100 % effectif contre toutes les politiques de démantèlement de la Sécurité sociale : forfait à 1 euro, franchises médicales, etc.
- Pour une meilleure coordination des soins et une prise en charge globale efficace.
- Contre la pénalisation de la transmission du VIH/sida

Act Up-Paris exige

- Que la réforme de l'Allocation aux Adultes Handicapés annoncée par Sarkozy en juin 2008 lors de la première conférence nationale du handicap, qui conditionnera désormais l'octroi de cette prestation au niveau d'employabilité des personnes, ne porte pas préjudice aux séropos.
- Contre l'inclusion des indemnités journalières dans le calcul des revenus. Ces indemnités sont prises en compte par la CAF, alors qu'elles ne sont pas imposables et ne constituent pas un revenu au sens légal.
- Que soit mis en place un revenu minimum d'existence pour toutes les personnes, notamment pour celles qui ne peuvent pas ou plus travailler en raison de leur handicap.
- Que l'État mette en place un fonds de garantie national afin de couvrir les montants des prêts souscrits par les personnes présentant un risque de santé aggravé et de leur garantir un accès aux assurances.
- Que les séropos puissent librement circuler d'un pays à l'autre.
- Que, face à la loi Hôpital, Patients, Santé, Territoire et aux franchises médicales, tous les malades soient pris en charge de façon globale et puissent accéder aux meilleurs soins.
- Que le ministère de la Santé et l'ensemble des parlementaires accordent une place privilégiée aux Corevih dans la nouvelle gouvernance de la santé.

Des Quetsches pour les sidéens ! par Cleews Vellay

publié la première fois : 1er septembre 1993 dans Action 19



Est-ce qu'on a vraiment le choix. Quand on est séropo, qu'on n'est pas déclaré sidéen selon la nouvelle définition du sida, avec 6 T4, une antigénémie P24 positive, une intolérance à l'AZT et une allergie à la ddl, sans parler de celle au Bactrim, oui, a-t-on vraiment le choix des traitements ?

Bien sûr on me parle de ddC, et on me promet d'aller voir les « gens des protocoles » si ça ne marche pas. On me dit de ne surtout pas m'inquiéter, qu'on vit très bien sans T4 et puis j'ai la chance de ne pas avoir - pour le moment - de maladie opportuniste ! Faible consolation, assortie d'un sourire pas très convaincu.

Bien sûr, « mon » médecin resta vigilant quand au risque de toxoplasmose, aux mycobactéries atypiques - « en nombre croissant » me précise-t-elle - et puis « il faudra bien continuer à faire vos aérosols et à prendre toutes les vitamines que je vous prescris... ». Mais oui Docteur, bien sûr Docteur, vos désirs sont des ordres Docteur.

Alors je me ruine en vitamines - puisqu'elles ne sont pas remboursées par la Sécurité Sociale - j'augmente les doses d'N-acétylcystéine, je dors moins bien la nuit et le matin n'est plus de bon conseil.

Et puis je me pose toujours des questions sans réponses : combien mourront avant moi ? Vais-je souffrir ? Serais-je conscient jusqu'au bout ? Retrouverai-je un jour ma libido, le goût et l'envie de faire l'amour avec mon mari ? Vais-je continuer à avoir peur de toucher les autres, ou que les autres me caressent ? À qui pourrais-je me confier, moi qui n'ose plus ? Philippe aura-t-il la force de me suivre jusqu'au bout, et ai-je le droit, la force, l'envie de le lui imposer ? Et qui s'occupera de lui après ? Aurai-je « mon » enterrement politique ? Les labos vont-ils enfin comprendre ce qu'urgence veut dire pour nous ? Vont-ils enfin essayer de trouver des remèdes à nos maladies opportunistes, plutôt que de s'acharner, d'antiviraux inefficaces en antiprotéases - futures - prometteuses ? Vous savez, toutes ces questions qu'on se pose sans pouvoir les formuler vraiment à autrui. Toutes ces questions qui vous gâchent vos derniers jours.

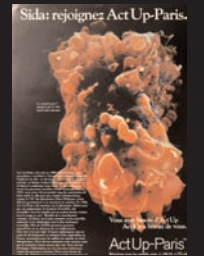
Alors on ne comprend pas. On ne comprend plus. On se dit que tout est vain. Tout ce temps précieux à vouloir convaincre des ministres ou leurs conseillers que l'hécatombe est devant nous, qu'il y a urgence. Véritablement urgence !

Et puis, je m'aperçois que j'ai la chance de ne pas être seul. De pouvoir encore marcher, crier et me défendre. Je me rends compte que je suis fier et heureux d'être à Act Up-Paris. D'en être « la présidente ». De pouvoir nous défendre.

Au fait, Docteur, si demain vous me proposez des quetsches pour durer encore un peu, je les prendrai, jusqu'au dégoût, parce qu'il faut bien l'avouer ici : j'ai envie de vivre, et pas seulement pour faire chier le monde.

**ACTUP
PARIS**

Traitements et recherche



Depuis 20 ans, nous sommes en lutte contre un virus. Un combat pour ne pas mourir ignorés. Un combat pour nous faire entendre.

20 ans de défense du droit des malades

Face à l'urgence thérapeutique, en 1992, nous nous unissons en interassociatif pour créer le TRT5 (groupe interassociatif thérapeutique). Faire entendre le point de vue des malades, faire face au corps médical et à l'industrie pharmaceutique, obtenir la mise en place des accès compassionnels (accès aux médicaments avant leur autorisation de mise sur le marché) sont les premiers combats que nous menons.

Nous avons mis en place un partenariat unique en Europe avec l'ANRS (Agence Nationale de Recherche sur le Sida et les hépatites), et le point de vue des malades est désormais incontournable pour les instances de réflexion et l'industrie : l'Afssaps (Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de santé), les CISH (Centre d'Information et de Soins de l'Immunodéficience Humaine), les CPP (Comité de Protection des Personnes), le CNS (Conseil National du Sida), le ministère de la Santé.

Vingt ans de combat et des acquis :

- Une procédure accélérée de mise sur le marché des médicaments et le développement de l'accès compassionnel pour les malades en échec thérapeutique a permis de sauver des centaines de vies lors de l'arrivée des trithérapies au milieu des années 90.
- L'intégration des personnes vivant avec le VIH comme interlocuteurs inévitables de la recherche et du monde médical.
- La reconnaissance des effets secondaires des traitements et de tous les problèmes liés à l'infection à VIH. Ainsi, parmi de nombreux exemples, à la fin des années 90, nous avons contraint les pouvoirs publics à considérer l'ostéoporose (atrophie du tissu osseux favorisant l'incidence de fracture spontanée) et l'ostéonécrose (nécrose des tissus osseux) comme des maladies liées à l'infection à VIH, et, quelques années plus tard, à obte-

nir le remboursement de l'ostéodensitométrie pour les séropos.

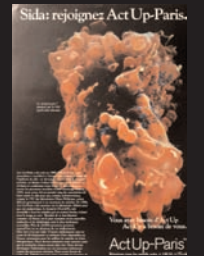
- L'Assistance Médicale à la Procréation (AMP) pour les couples sérodifférents.
- La possibilité d'adapter les doses d'antirétroviraux pour les enfants vivant avec le VIH/sida.

Vingt ans de combat pour informer les malades 20 ans d'information par des malades, pour des malades et les personnes confrontées à l'épidémie. Des premiers traitements aux dernières molécules, à chaque nouvelle piste thérapeutique, chaque nouveau concept, nous nous sommes donné pour mission d'aller chercher l'information partout où elle se cache, la transmettre ensuite, tout en s'efforçant de la rendre aussi claire que possible.

Nos publications

- *Protocoles*, le bulletin d'information thérapeutique pour les malades
- Une information mise à jour régulièrement concernant les essais thérapeutiques, les études physiopathologiques et les études de cohorte menées en France sur l'infection à VIH, ainsi que l'explication des différentes terminologies.

Traitements et recherche



Le point de vue des malades avant de s'engager dans un essai, la confrontation et le dialogue ailleurs que dans un cabinet médical entre malades et experts (médecins, chercheurs).

- *SIDA, un glossaire*

Un guide rédigé par des malades pour les malades, leurs proches, les associations, et tous ceux et celles qui sont confrontés à la complexité du sida, des hépatites et leurs traitements.

Les RéPI, réunions publiques d'information

Sur de multiples sujets tels que les traitements antirétroviraux, les nouvelles molécules, la nutrition, les essais cliniques, les comptes-rendus des principales conférences scientifiques, les droits sociaux, confronter chercheurs et malades, nous donne la possibilité d'être expert et acteur de sa maladie.

Mais tout n'est pas réglé : l'infection à VIH reste mortelle.

Nous faisons face à de nouvelles complications dues au vieillissement, à la prise de traitements à long terme, et devons parallèlement veiller à l'amélioration de la prise en charge et de la coordination des soins à l'hôpital et en médecine de ville.

Nous continuerons notre pression pour que les recherches de nouveaux médicaments se poursuivent, et ce dans le respect des règles éthiques établies. Nous devons faire passer, auprès des personnes atteintes, l'information sur ces nouveaux traitements, mais aussi sur la gestion des effets secondaires et les conseils de prise, en veillant à ce que cette information soit accessible.

Nous ne laisserons passer aucune dérive de discours, aucun abus marketing de la part de l'industrie pharmaceutique ou de tout autre interlocuteur.

Nous veillerons à conserver nos acquis et resterons vigilants

- En continuant notre travail au TRT5 et la représentativité

du point de vue des malades au sein de chaque instance concernée.

- En actualisant et créant de nouvelles publications (*le Guide des bases pour comprendre*).
- En participant activement à un travail interassociatif large sur la question des femmes et du VIH.
- En assurant une veille d'information scientifique et clinique active.
- En suivant les conférences internationales.

Et notre combat continue

- Pour l'attention accordée aux femmes en termes de recherche, et notamment concernant les antirétroviraux durant la grossesse (par la création d'une étude prospective) et les risque de mortalité.
- Pour que l'ANRS poursuive la recherche sur le phénomène de rémission de l'infection sans traitement.
- Pour un développement de la recherche sur les antirétroviraux pour les enfants et une amélioration du passage des enfants séropositifs du service pédiatrique au service adulte.
- Pour le suivi gynécologique à l'hôpital.

Plus que jamais, Information = Pouvoir.

Plus que jamais notre combat est de défendre l'intérêt des malades

Sida et prévention



Dès sa création en 1989, Act Up-Paris a dénoncé, par la contestation et l'action, le retard coupable pris par la France en matière de prévention. Originellement issuEs de la communauté gay, et premiErEs à avoir été touchéEs par l'épidémie, nous ne pouvons tolérer le peu de mobilisation des pouvoirs publics face au nombre de nouvelles contaminations qui ont lieu chaque année.

De l'inaction de l'État à une incompétence criminelle

Parce que la prévention est la première mesure à adopter pour contrôler et lutter contre l'épidémie, il est de la responsabilité de l'État de mener des campagnes efficaces à l'égard de la population. Nous nous battons ainsi depuis des années pour que les pouvoirs publics diffusent davantage de campagnes de prévention ciblées, répétées, et explicites, afin que chaque personne se sente concernée par le VIH, quel que soit son âge, son sexe, son orientation sexuelle ou ses comportements. Nous en avons assez de voir depuis plus de 20 ans des campagnes de prévention rétrogrades et pudibondes, qui, sous prétexte de devoir satisfaire des lobbies « bien-pensants » et de passer le contrôle et la censure d'organes incompétents en la matière comme l'ARPP (Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité, anciennement Bureau de Vérification de la Publicité), deviennent tout simplement inefficaces et inopérantes auprès du public. Aujourd'hui, nous continuons à lutter contre les propos criminels qui creusent le lit de l'épidémie et annulent tout effort de prévention, notamment ceux imprégnés de relents homophobes, ceux qui diffusent une image de santé répressive et sécuritaire en direction des usagers de drogues ou des travailleurSEs du sexe ou encore ceux émanant des autorités religieuses, qui en viennent à minimiser l'efficacité du préservatif, voire

interdire ce dernier.

Aujourd'hui, nous continuons à nous battre contre tous les discours qui pourraient faire croire que l'épidémie est terminée, contre la démobilisation des pouvoirs publics et la quasi-absence de campagnes de prévention. Il nous faut aussi analyser les données scientifiques et les recherches sur les nouveaux moyens de prévention ou de réduction des risques (circoncision, charge virale indétectable, etc.) pour diffuser un discours construit sur les réalités de l'épidémie face à l'enthousiasme trompeur que peuvent susciter l'annonce de nouvelles découvertes.



**ACT UP
PARIS**

Sida et prévention



De la réalité à l'action, pour une prévention efficace

Parce que la prévention passe par la vigilance, nous avons été les premiers à donner l'alerte sur le risque de contamination par fellation qu'il était dangereux de minimiser. Nous avons communiqué massivement sur la reprise des contaminations chez les gays et sur le phénomène de relapse, sur les surinfections, sur la transmission sexuelle de l'hépatite C. Nous avons aussi largement insisté auprès de l'administration publique pour la mise en place de l'alerte syphilis au sein de la communauté.

Parce que les politiques ignorent les minorités et refusent de prendre en compte leurs réalités, dès le début des années 1990, nous avons lancé des campagnes de prévention en direction des gays, qui furent les premières victimes du sida en France. Aujourd'hui, nous continuons à être présents et à diffuser des messages de prévention, au travers de stands sur les lieux festifs, en direction des homos, des bis, des trans ou des usagers de drogues.

En 1995, nous avons œuvré pour la création de la charte de responsabilité des établissements gay, par un travail interassociatif, afin de permettre une mise à disposition gratuite de préservatifs et de gel sur les lieux de rencontres. Ce n'est qu'après notre campagne de 1999-2000 qu'une nouvelle version de cette charte a pu aboutir à un outil efficace et responsabilisant vis-à-vis des exploitants de backrooms.

En 1996, nous avons obtenu les premières campagnes grand public pour les migrantEs et les homos. Aujourd'hui, parce que les gays restent parmi les plus concernés par le VIH/sida, et parce qu'aucun site de prévention dédié n'existe en France, nous mettons en place un site participatif d'information et d'empowerment sur les questions de prévention liées au VIH/sida : comportements, recherche, outils de pré-

vention, réalités épidémiologiques... Véritable site d'analyse de l'actualité scientifique sur ces questions, nous voulons qu'il devienne le nouveau média de la prévention à destination des gays, afin que la communauté se remobilise sur ces questions, et que la prévention ne se fasse pas sans elle, mais avec elle.

Parce que l'on peut être contaminé par le VIH dès son premier rapport sexuel, Act Up-Paris mène aussi un combat de longue date pour la prévention à l'école, l'information sur la sexualité et l'identité de genre.

En 1996, nous avons obtenu qu'une information sur le sida et des cours dédiés à la lutte contre les discriminations soient inscrits au programme de la première circulaire sur la prévention à l'école, après une plateforme rassemblant syndicats d'enseignants et fédérations de parents d'élèves.

En 2007, nous avons enfin obtenu l'installation de distributeurs de préservatifs dans les établissements scolaires.



**ACT UP
PARIS**

Sida et prévention



Act Up-Paris exige

- Des campagnes fortes de remobilisation sur le VIH/sida, visibles dans les médias grand public, ciblées et qui mettent en scène les pratiques sans fausse pudeur.
- Que l'ARPP, par son incompétence criminelle quant à la surveillance des messages de santé publique, soit déboutée de cette fonction et cesse d'être un obstacle à la mise en place de campagnes de prévention de l'État.
- Une communication publique renforcée et mieux articulée sur le dépistage, le Traitement Post-Exposition, la primo-infection.
- Des interventions régulières et systématiques sur les questions de prévention, d'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires.
- Que davantage de recherches soient menées sur les nouvelles méthodes de prévention, et, lorsqu'elles engagent des populations, qu'elles le soient dans des dimensions éthiques mesurées.
- L'abandon en santé publique de la notion de « groupe à risque », à sens discriminant, et la remplacer par celle de « pratiques à risque ».



La communauté que nous voulons

juin 2004

EST SEXUELLE. On y refuse de choisir ses amants en fonction de leur statut sérologique, on y utilise donc systématiquement le préservatif et du gel. On y invente et valorise des pratiques sexuelles non contaminantes, comme autant de réponses à l'épidémie de sida.

A DE LA MÉMOIRE. On s'y rappelle que l'hécatombe qu'elle a connue a été la conséquence de l'attentisme homophobe des pouvoirs publics et on est décidé à ne pas s'y laisser prendre une nouvelle fois. On n'y a pas oublié ceux qui sont morts, et on estime que la multiplication des pratiques à risques, la poursuite et l'accroissement du rythme des contaminations par le VIH, font injure à leur souvenir.

EST INTRANSIGEANTE. On y trouve criminels les discours bareback et noKpotes, pathétiques ceux qui les tiennent, et minables ceux qui les appliquent. On y considère que les patrons de bordels qui refusent de mettre en place des politiques efficaces de prévention et se lavent les mains du fait que des clients soient contaminés dans leurs murs, sont complices du sida, et on entend le faire savoir.

EST MOBILISÉE. On y est personnellement engagé quand on assiste, à côté de soi, dans une backroom ou un lieu de drague, à une baise non protégée. On s'y sent collectivement responsable chaque fois qu'une nouvelle personne est contaminée, parce qu'on n'a pas tout fait pour l'empêcher.

EST INQUIÈTE. On y sait qu'à de rares exceptions, on n'a pas pris la mesure de la catastrophe représentée par le « relapse ». On y redoute en France une augmentation aussi massive du nombre d'homosexuels et de bisexuels séropositifs qu'en Grande Bretagne et aux Etats-Unis. On y attend avec appréhension la publication des chiffres des nouvelles contaminations.

SAIT COMPTER. On n'y ignore pas qu'il n'y a jamais eu, dans toute l'histoire de l'épidémie, autant de gays vivant avec le VIH et s'affrontant quotidiennement aux difficultés de la séropositivité et aux drames du sida. On y exclut que le sida soit une histoire oubliée et la lutte contre l'épidémie un dossier clos.

EST HYSTÉRIQUE. On y croit à l'action politique, on y croit que les destins des minorités sont liés, on y croit en l'action collective, on aime y manifester. On y combat une homophobie qui règne en dehors d'elle, mais aussi dans ses propres rangs. On y juge que l'idée de communauté, avec ce qu'elle exige de solidarité et ce qu'elle implique de fierté, n'est pas un vain mot.

EST FIÈRE D'ÊTRE IDIOTE. On y trouve que le politiquement correct a de la vertu, et que la souffrance et la violence n'en ont pas. On y est certain que qui ne nous aime pas est notre ennemi. On y pense qu'il est bon d'être gai et vivant.

La communauté que nous voulons n'est pas celle que nous avons.

**ACT UP
PARIS**

L'homophobie tue, la transphobie tue. L'égalité, un droit pour tous.



Un pays qui ne reconnaît pas les identités de genres, l'homosexualité ou qui les pénalise, exclut les lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT) des politiques de prévention et d'accès aux soins. Il les précarise en les discriminant.

C'est un fait avéré, le VIH/sida touche plus les personnes LGBT dans les pays qui les pénalisent.

En 1989, notre premier combat a été celui de la visibilité de l'homosexualité. « Maladie de pédés », « cancer gay », le discours politique dominant s'est instauré dès l'apparition du sida sur la dénonciation de l'homosexualité à travers la maladie. Lutter contre le sida, c'était donc briser ce chantage à la honte et au secret en prenant publiquement la parole en tant que séropositifs et pédés. Au regard du sida, c'était un impératif essentiel de prévention. En 20 ans, nous avons lutté pour que l'homosexualité ne soit pas un tabou, que la sexualité et l'identité de genre soient discutées dès l'école, pour que chacun et chacune disposent des mêmes droits quelles que soient leur identité de genre et leur orientation sexuelle.

Nous avons dénoncé les atteintes graves aux droits des LGBT à l'échelle internationale.

Nous avons exigé que le gouvernement français se positionne de manière forte et intervienne pour que les violences cessent.

Nous avons dénoncé toutes les discriminations, participé à développer la visibilité des trans' en prenant part à la Marche Existrans, en rédigeant le texte intitulé *La Communauté du silence*, en organisant une RéPI "Trans' et VIH" et, avec le CRIPS- Ile-de-France, une journée d'étude et une enquête qui a fait l'objet d'une publication dans le Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire, parce que la prévalence à l'infection à VIH est particulièrement élevée chez les trans', nous avons participé à des actions contre la discrimination et notamment contre la psychiatrisation des trans' notamment avec le Groupe Activiste Trans'. Nous avons interrompu un séminaire de psychiatres sur le transsexualisme où les trans' étaient interditEs.

Nous avons obtenu, Le Pacte Civil de Solidarité. Avant ce contrat, lorsque dans un couple de même sexe, l'un des deux partenaires mourrait, le survivant ne bénéficiait de rien. L'idée d'un « contrat d'union civile », à défaut de mariage, est née dans la communauté LGBT. Act Up-Paris avec ses partenaires associatifs a travaillé sur ce contrat, a manifesté et informé les publics jusqu'à obtenir sa mise en place en 1999.

Il s'agit d'une victoire, certes. Mais, au regard de l'égalité des droits, ce texte de loi reste un sous-contrat d'union, faisant des couples de même sexe des sous-citoyens.

L'homophobie tue, la transphobie tue. L'égalité, un droit pour tous.



Pour toutes ces raisons, la lutte contre le sida ne peut être dissociée de la lutte pour l'égalité des droits et de la lutte contre l'homophobie et contre les discriminations liées à l'identité de genre.

Act Up-Paris exige et se battra pour :

- L'égalité des droits pour tous les couples, qu'ils soient hétérosexuels ou homosexuels.
- Le droit au mariage civil pour les couples de même sexe, l'extension aux couples homosexuels de l'ensemble des droits (sociaux, fiscaux...) dont bénéficient les couples hétérosexuels, l'égalité des droits entre les différents statuts civils et fiscaux : Pacs, mariage, concubinage.
- L'accès à la procréation médicalement assistée et à l'adoption quels que soient l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le statut marital du ou des demandeurs.
- Le respect des engagements du 17 mai 2008 sur la dépénalisation de l'homosexualité à l'échelle internationale.
- Un engagement fort du ministère des Affaires Étrangères et Européennes et du secrétariat d'État aux Droits de l'Homme pour que les persécutions à l'encontre des LGBT cessent.
- La reconnaissance du droit d'asile en France pour les LGBT persécutés dans leur pays d'origine en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre et la reconnaissance de leur statut de réfugié en vertu de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.
- Que les amendements du Code pénal, proposés en 1991, visant à criminaliser la transmission du VIH ne passent pas.
- Que les séropositifs puissent circuler librement d'un pays à l'autre.
- La dépsychiatrisation effective des transsexuelles.

Act Up-Paris tient à rappeler que les initiatives prises par le gouvernement français depuis le 17 mai 2008, concernant la dépénalisation de l'homosexualité à l'échelle internationale ne doivent en aucun cas faire oublier sa propre homophobie.



**ACT UP
PARIS**

Le sida dans le monde



Les pays riches comptent leurs sous, les pays pauvres colptent leurs morts.

Le contexte

Onusida estime que le nombre de personnes vivant avec le VIH s'élèvera à 33 millions fin 2009. À cette même date, au moins 70 % des personnes qui auraient besoin d'un traitement n'y auront pas accès. Les premiers responsables ? Les grands laboratoires de marques, qui imposent des prix exorbitants et s'opposent à la concurrence des génériques, mais aussi les pays riches, parmi lesquels la France, dont les contributions financières à la lutte contre le sida dans les pays du Sud restent totalement insuffisantes, et qui font pression pour que les pays pauvres n'aient pas recours aux médicaments génériques.

En 2009, au moins 70 % des personnes vivant avec le VIH n'ont toujours pas accès aux soins qui leur sauveraient la vie.

C'est certes un progrès, comparé aux 95 % de personnes privées de traitement en 2001 – progrès qui n'a été possible que grâce à l'augmentation des contributions des pays riches à la lutte contre le sida. Mais ce progrès reste insuffisant pour atteindre l'accès universel aux traitements. Le sida tue 6 000 personnes par jour. 15 000 personnes meurent quotidiennement à cause du VIH, du paludisme et de la tuberculose.

Outre l'engagement financier insuffisant des pays

riches, l'un des obstacles à l'accès aux médicaments dans les pays pauvres reste leur coût, trop élevé. C'est notamment le cas des médicaments contre le VIH dits de « seconde ligne », développés dans les années 1990. Ces médicaments sont beaucoup plus coûteux que ceux de première génération. Ils sont pourtant indispensables, car les personnes développent rapidement des résistances aux médicaments, et ont besoin de traitements de nouvelles générations. Les médicaments de première génération sont arrivés en France il y a 15 ans, or ils sont en général plus toxiques et présentent des risques de résistance aggravés.

Les accords ADPIC/TRIPS sur la propriété intellectuelle ont prévu des flexibilités au système des brevets, notamment les licences obligatoires, pour permettre aux pays pauvres d'importer ou de produire des médicaments génériques, beaucoup moins chers, et de soigner l'ensemble de leurs malades, et non pas les seules personnes qui peuvent se payer les médicaments de marques.

Dans les faits, ces flexibilités sont très peu utilisées par les pays, par peur des mesures de représailles exercées par l'industrie pharmaceutique, mais aussi par les États-Unis ou l'Europe.

Le sida dans le monde



Act Up-Paris au travail

Dès le début des années 1990, Act Up-Paris a milité pour l'accès aux médicaments dans les pays du Sud, dans un contexte où gouvernements des pays riches et institutions internationales pensaient qu'il s'agissait d'une « utopie » et y opposaient la prévention. Pendant des années, les pays riches ont laissé crever des malades du sida, notamment en Afrique, parce qu'ils ne pensaient qu'à la prévention.

En 20 ans, Act Up-Paris a contribué à mettre en avant la question des traitements et à montrer qu'il fallait articuler prévention et accès aux soins, et non les opposer.

Depuis 1992, la commission internationale de l'association travaille autour de trois axes complémentaires :

- Le financement de la lutte contre le sida, notamment par les pays riches (entre autres par le biais du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme créé en 2001, et d'Unitaid depuis 2006)

En 2002, après une campagne de zaps sur le gouvernement socialiste et le Premier ministre Lionel Jospin, nous avons obtenu un triplement de la contribution française au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cette contribution a augmenté régulièrement jusqu'en 2007 et l'élection de Nicolas Sarkozy, qui a décidé de la geler, et de diminuer l'Aide Publique au Développement en santé, rompant avec les promesses de la France d'assurer l'accès universel aux traitements d'ici 2010.

Aujourd'hui, à l'initiative d'Act Up-Paris, une nouvelle campagne d'affichage internationale a été lancée par plus de 80 associations partenaires, de 37 pays différents. « Re-Mind the gap » appelle les pays riches et notamment la France à augmenter d'urgence leur contribution financière au Fonds mondial. En effet, l'objectif pour 2010 des pays du G8 de permettre un accès universel aux traitements est fortement remis en cause du fait de la crise financière mondiale. Il manque plus de 5 milliards de dollars au Fonds, d'ici novembre, pour assurer les programmes déjà existants.



Le sida dans le monde

- L'accès à des médicaments à bas prix et la liberté de recourir aux médicaments génériques

Dès 1997, nous avons été les premiErEs à poser publiquement l'accès aux génériques comme une étape indispensable pour faire baisser les prix des traitements, les rendre accessibles aux malades des pays du Sud, à promouvoir les flexibilités sur les brevets, notamment les licences obligatoires, prévues par les accords TRIPS/ADPIC sur la propriété intellectuelle.

Il était nécessaire de révéler la politique criminelle de l'industrie de marque, et l'illégitimité de son monopole sur les brevets face aux milliers de morts quotidiens liés au manque de traitements. Depuis 1998, les stands des laboratoires pharmaceutiques aux conférences internationales sont systématiquement zappés, des bureaux et des usines fermés, un travail de communication internationale accompli. Nous avons ainsi contribué à dégrader l'image de « Big Pharma ».

Suite à une campagne d'ampleur menée par Act Up-Paris et ses partenaires, la déclaration de Doha, signée en 2001 par l'ensemble des pays de l'OMC, clarifie le droit des pays à produire et importer des génériques en cas de crise sanitaire grave.

Nous nous opposons dès que nous le pouvons aux pressions exercées par l'industrie pharmaceutique pour maintenir des prix exorbitants dans des pays gravement touchés, comme lors du procès de Pretoria en 2001, comme dans l'affaire Abbott en Thaïlande en 2006. Nous militons aussi contre les accords bilatéraux signés entre les États-Unis et certains pays, comme au Maroc en 2004, en Thaïlande la même année, ou contre les modifications de l'ordonnance sur les brevets en Inde, premier pays producteur et exportateur de génériques.

- Le développement de l'activisme dans les pays du Sud,

parce que renforcer des structures de plaidoyer dans les pays en développement permet aux militantEs de porter les revendications qui sont les leurs, sans qu'elles soient imposées par leurs partenaires extérieurs. De 1997 à 2002, Act Up-Paris crée et soutient Planet Africa, un réseau de partenaires en Afrique. Act Up-Paris les équipe en ordinateurs et en accès Internet afin de favoriser les échanges entre les pays du Nord et les pays du Sud.

Aujourd'hui, le projet Plaidoyer Sud porté par Act Up, Solidarité Sida et Aides vise à renforcer les structures d'associations africaines afin qu'elles mettent en place leur propre action de plaidoyer.



**ACT UP
PARIS**

Le sida dans le monde

Act Up exige :

- Une augmentation radicale de la contribution des pays riches pour le financement de la lutte contre le sida dans les pays du Sud. En dépit de la crise financière, le financement de la lutte contre le sida doit être une priorité et l'accès universel aux médicaments promis par les pays riches effectif dès 2010.
- L'organisation par la France d'un sommet de chefs d'États africains pour promouvoir l'émission de licences obligatoires, donc la production et l'importation de médicaments génériques à bas prix.
- La baisse des prix sur les traitements de seconde ligne, que seule la concurrence des génériques pourra assurer.



¹ <http://www.actupparis.org/spip.php?article1563>

² <http://www.actupparis.org/spip.php?article1737>

³ <http://www.actupparis.org/spip.php?mot1400>

Nous sommes la gauche

1997

La gauche officielle ne gagnera pas les élections sans nous. Parce que nous sommes la gauche réelle. Nous sommes la gauche qui se bat et s'est toujours battue sur le terrain pour ses propres conditions de vie et pour celles de tous.

Pour les immigrés, les chômeurs, les homosexuels, les femmes, les SDF ; pour les séropositifs, les toxicomanes, les prisonniers ; pour toutes les personnes qui subissent quotidiennement l'exploitation, la répression, la discrimination.

Nous sommes la gauche qui a manifesté en décembre 1995 pour défendre la protection sociale et le service public, celle qui soutient les sans-papiers et manifeste contre les lois Debré, qui défend les intermittents du spectacle, qui fait barrage à l'extrême droite dans les rues de Strasbourg ; la gauche qui marche contre le chômage mal caché de près de 5 millions de personnes en France, qui fait grève en France lorsqu'on ferme l'usine de Vilvorde.

Partout, nous avons réinvesti l'espace laissé vacant par ceux qui étaient censés nous représenter. Partout, nous avons travaillé à colmater les brèches ouvertes par des politiques gouvernementales de plus en plus inadaptées. Si la gauche officielle veut vraiment construire une Europe politique et sociale, si elle veut en finir avec cette politique inique de l'immigration, si elle veut lutter contre le chômage, organiser la solidarité avec les pays du Sud, mener une politique de lutte contre le sida pour toutes les personnes atteintes, redonner priorité à l'Education et à la Culture, reconnaître que la répression contre la toxicomanie doit céder le pas à une politique de réduction des risques, elle doit le prouver. Et nous serons derrière elle, parce qu'elle a besoin de nous, des nouvelles formes de citoyenneté que nous avons inventées là où elle a manqué d'imagination, et des exigences que nous formulons là où elle s'est tue.

Si la gauche officielle ne le veut pas, nous ferons tout pour l'obliger à le vouloir, parce que nous sommes une opposition réelle. Comme nos engagements respectifs nous l'apprennent, nous devons choisir entre ceux à qui on veut et peut s'opposer et ceux à qui on ne peut même plus parler tant ils sont devenus infréquentables.

Nous sommes des électeurs de gauche, mais nous ne voulons plus l'être par défaut.

Nous sommes la gauche parce que nous la faisons.

Ce texte a été publié les 6, 7 et 8 mai 1997 dans Libération, Témoignage Chrétien et Les Inrockuptibles après que Jacques Chirac a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale et le premier tour des élections législatives le 25 mai 1997.

ACT UP
PARIS

Santé - répression



**PAR
LE SANG.
PAR
LE SPERME.
PAR
LA LOI.**

C'est le slogan choisi par Act Up pour la manifestation du 1er décembre 1997. En effet, des textes légaux ou réglementaires condamnent certaines personnes à la clandestinité, et les exposent ainsi à plus de risques sanitaires, dont ceux liés au VIH ou aux hépatites virales.

Les usagErEs de drogues ne seraient pas aussi durement confrontéEs au sida et aux hépatites virales si l'interdiction de l'usage et de la vente n'avaient ralenti la mise en place d'échange de matériel de consommation tel que les seringues, d'une expertise par les usagErEs, de produits de substitution, d'une recherche sur les interactions entre les drogues et les ARV (antirétroviraux).

Les étrangErEs ne seraient pas aujourd'hui parmi les premiErEs concernéEs par le VIH, et notamment par son diagnostic tardif, si la loi ne les désignait pas comme des fraudeurSEs en puissance, et s'ils/elles pouvaient penser à leur santé et à leur vie quotidienne sereinement. Les travailleurSEs du sexe seraient moins soumis aux exigences de leurs clients, à des négociations serrées pour le préservatif, ainsi

qu'aux violences policières, si ils/elles avaient un statut légal et des droits liés. Les prisons ne seraient pas une « humiliation pour la République » (pour reprendre le titre d'un rapport parlementaire sur les prisons en 2000, auquel nous avons contribué), si elles étaient vides, et si on en retirait notamment les malades, légalisait les drogues, régularisait les sans-papiers, reconnaissait le travail du sexe ou encore donnait un revenu aux détenuEs.

En 20 ans, Act Up-Paris a contribué à :

- Faire émerger une parole collective, politique et revendicative, à la première personne, de ces minorités, par le biais d'assemblées générales et de manifestations : « Putes, pédés, droguéEs, immigréEs / solidarité des minorités ».
- Inscrire la problématique des droits des minorités comme une question indispensable pour les partis de gauche : voir le collectif Nous sommes la gauche, lors des élections qui ont suivi la dissolution du Parlement en 1997.
- Accélérer la mise en place de dispositifs de réduction des risques auprès des usagErEs de drogues par des actions d'ampleur (distribution de seringues devant le ministère de l'Intérieur en janvier 1993) ou par un travail interassociatif (collectif Limitons la casse).

**ACT UP
PARIS**

Santé - répression



- Poser la revendication d'une légalisation contrôlée de toutes les drogues : diffusion du tract J'aime l'ecstasy, procès du président d'Act Up-Paris au nom de la loi de 1970, pétition des 111, Ce risque, je le prends, par laquelle une centaine de personnalités publiques affirment consommer des drogues, manifestation Légalisons le débat.

- Poser l'usager comme un acteur incontournable du discours sur les drogues, contre la prohibition, mais aussi contre sa seule médicalisation.



- Une prise en compte des étrangÈrEs (coup de gueule de Christophe Martet lors du Sidaction de

1996), et à obtenir une régularisation pour soins en 1998, « Permanence étrangers malades » pour donner aux personnes concernées les moyens d'accomplir leurs démarches.

- Organiser la première manifestation sur les prisons depuis les années 70 : Nous manifestons pour les prisonniers, en octobre 2000.

- Obtenir la suspension de peine pour raisons médicales en janvier 2002 après des actions systématiques auprès des ministres de la Justice et de la Santé, et à veiller à son application par le pôle interassociatif sur la suspension de peine dont nous sommes à l'initiative.

- Revendiquer un statut légal pour les travailleurSEs du sexe, par des manifestations communes

- Dénoncer les conséquences de la répression du travail du sexe, notamment les arrêtés municipaux, de la loi sur la sécurité intérieure de 2003.



Santé - répression



Aujourd'hui encore, ces combats demeurent d'actualité. Malgré les progrès évidents en termes de réduction des risques pour les usagErEs de drogues, malgré les impasses patentées du tout répressif et ses conséquences dramatiques sur les personnes et sur leur santé, la répression des usagErEs de drogues, des travailleurSEs du sexe, des étrangErEs sans papiers reste le seul horizon, tout comme les prisons. L'acquiescement des socialistes aux discours répressifs, notamment lors des campagnes présidentielle et législative de 2002 donne l'impression qu'aucune alternative n'est possible. C'est la raison pour laquelle nous témoignerons, une fois de plus, de notre expertise du terrain, à la première personne : à ceux qui mettent nos vies en danger par leur politique et leur discours de démontrer le contraire.

C'est pourquoi Act Up-Paris continuera ses combats, notamment :

- En mettant en place, avec des associations travaillant à la réduction des risques, une salle de consommation parisienne pour usagErEs de drogues.
- En veillant à l'application de la loi de 1998 sur la régularisation pour soins, en continuant à empêcher l'expulsion de sans-papiers atteintEs de pathologies graves et en réclamant la régularisation pour tous et toutes.

- En réclamant la légalisation du travail du sexe.
- En veillant à l'application de la loi pour la suspension de peines, et en demandant la fin des prisons.



Évènements



Ce 20^e anniversaire est une nouvelle fois l'occasion de remettre le sida au cœur du débat citoyen et politique. Sans vouloir s'enfermer dans un esprit commémoratif, marquer ces 20 ans va permettre de dénoncer le fait que l'association a besoin d'exister encore auprès du grand public, de faire valoir son expertise ; de mettre en avant les victoires mais aussi, et surtout, les combats encore nombreux à mener.

Deux dates symbolisent la lutte menée depuis 20 ans par Act Up-Paris : la Marche des Fiertés, qui rassemble la communauté homosexuelle – dont l'association est issue – et le 1^{er} décembre, journée mondiale de lutte contre le sida. C'est donc en toute logique que ces deux dates seront le cadre des 20 ans d'Act Up-Paris.

Entre juin et décembre, une série d'évènements vont ponctuer l'actualité : notre présence renforcée par les stands sur des évènements festifs, une exposition d'art contemporain, des concerts et soirées, des projets audiovisuels et éditoriaux... autant d'occasions de rappeler nos messages et notre volontarisme dans la lutte contre le sida. D'ores et déjà, voici quelques-uns des évènements à venir.

Annecy, citoyen avec Act Up-Paris
Nous débiterons les festivités à Annecy au Festival

International du Film d'Animation du 8 au 13 juin 2009. Chaque année le festival propose un programme de films citoyens. En 2009, cette série aura pour thème la lutte contre le sida et mettra à l'honneur Act Up-Paris.

Nous sélectionnerons une vingtaine de films venus du monde entier et serons présents pendant toute la durée du festival en proposant également des stands de prévention et d'information.

Une soirée exceptionnelle pour l'après-Marche des Fiertés

Act Up-Paris s'associe à la célèbre Nuit des Follivores pour une nuit des Crazyvores riche en surprises, dont la présence du groupe de dance Corona. Une occasion, après le défilé, de venir danser au Bataclan pour montrer que nous sommes Vivantes et Belles

Une collection de films courts sur les femmes et le VIH

À l'initiative d'Act Up-Paris et de Chaz Productions, 13 cinéastes réaliseront des films, fictions ou documentaires de 5 à 10 minutes à partir de témoignages de femmes séropositives et/ou militantes d'associations.

Nous contacter



Safia Soltani
Co-PrésidentE ; Drogues et Usages
06.12.57.53.86
safia.aup@gmail.com

Stéphane Vambre
Co-PrésidentE
06.22.36.16.20
administration@actupparis.org

**ACT UP
PARIS**

Nous contacter



Jérôme Martin
International ; TravailleurSEs du sexe
DétenuEs
06.84.47.20.92
jeromemartin@samizdat.net

Emmanuel Château
Prévention
06.76.22.51.17
emchateau@laposte.net

Pauline Londeix
International
06.47.98.48.58
pauline.londeix@gmail.com

Sylvain Morin
Prévention
06.67.03.82.87
prevention@actupparis.org

Hugues Fischer
Traitements et Recherche ; DétenuEs
06.15.01.61.73
hugues.fischer@laposte.net

Catherine Kapusta-Palmer
Traitements et Recherche ; Femmes
06.80.37.88.03 -
catherine.kapusta@club-internet.fr

Sibylla Péron
Traitements et Recherche
06.61.44.1784
traitements@actupparis.org

Marie Cuilliez
Accès aux soins Droits des Malades
EtrangerEs
06.64.51.54.21
mariecuilliez@yahoo.fr

Audrey Grelombe
Homophobie
06.25.47.91.36
audreygrelombe@yahoo.fr

Arlindo Constantino
Egalité des Droits
- 06.09.12.80.07
moruebarbue@gmail.com

Jonas Le Bail
Trans'
- 06.23.18.23.58
sgactup@gmail.com

Elodie Lavoute
Evènements
- 06.09.88.62.19
elo@lesdisquaires.com

Cécile Lhuillier
Evènements
06.65.64.52.88
cecile.lhuillier@wanadoo.fr